

Rapport conjoint d'ONG

Les bons et les méchants de l'Europe

Dette, commerce et aide aux pays
pauvres : les pays à la traîne

Publié en association avec

Nagle Community, Presentation Justice Network (Irlande)

Missionary Sisters of the Holy Rosary

Wingspread International

Columban Sisters, Irlande

Children in Crossfire

Fédération International Terre des Hommes

Trocaire

Plate-forme autrichienne des ONG de développement

BOND (Plate-forme anglaise des ONG de développement)

Ibis

Résumé

2005 est déjà une année extraordinaire. Le tsunami du 26 décembre dans l'Océan Indien a causé des dégâts à grande échelle, tué des centaines de milliers de personnes, laissé des millions d'autres sans abri et précipité des pays déjà pauvres dans une pauvreté encore plus profonde. Alors que la catastrophe a causé d'immenses dégâts la vague mondiale de solidarité et de générosité publique qui l'a succédé est aussi une source d'espoir. L'afflux massif d'aide aux victimes a démontré ce que la communauté internationale de réaliser quand elle agit à l'unisson. Les destructions causées par le tsunami sont bien plus qu'un désastre naturel. L'impact a été renforcé par la prévalence d'une pauvreté extrême et d'une marginalisation dans la région. Il est généralement reconnu que les pays sinistrés auront besoin d'un appui significatif durant de nombreuses années pour se reconstruire. Mais il convient également de reconnaître que le manqué d'action internationale pour reformer la dette, l'aide au développement et les politiques commerciales a un impact dévastateur similaire sur les pays pauvres et requiert le même niveau de solidarité et de détermination de la part de la communauté internationale. Chaque semaine, la pauvreté tue plus de personnes que le tsunami asiatique. La question est : la réaction au tsunami a-t-elle été un événement unique, ou les problèmes auxquels les pauvres sont confrontés sont-ils devenu une priorité constante du monde riche ?

2005 pourrait être l'année où la pauvreté fera partie de l'histoire. L'Union Européenne entamera des discussions sur la manière dont elle peut aider les pays les plus pauvres à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (MDG) lors de la réunion des ministres du Développement ce 15 février. Le sommet du G8, prévu en Grande-Bretagne en juillet, se concentrera sur les problèmes particuliers en Afrique. En septembre à New York, les membres des Nations unies évalueront les progrès réalisés en matière d'ODM, qui incluent la lutte contre la faim, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire. Pour conclure l'année, L'Organisation Mondiale du Commerce se réunira à Hong Kong pour discuter des réformes des règles du commerce mondial qui devraient bénéficier aux communautés les plus pauvres.

Ce ne sera pas facile. Les pays riches sont très loin d'avoir remplis leurs promesses de soutenir les efforts des pays pauvres pour atteindre les OMD : ils donnent aujourd'hui, proportionnellement à leurs revenus, ils donnent la moitié de ce qu'ils donnaient en dans les années 60.; les pays pauvres continuent de crouler sous les dettes massives, et le système commercial mondial est en crise, caractérisé par la méfiance, un manque de transparence, et des règles biaisées qui vont au détriment des pauvres. La coopération et les efforts concertés sont essentiels si l'on veut que 2005 soit l'année où l'on « inaugure une décennie of d'action vigoureuse », comme l'a déclaré Jeffrey Sachs, conseiller économique du Secrétaire général de l'ONU dans un récent rapport. L'UE sera un élément absolument clé dans le succès ou l'échec de cette entreprise.

Dans ce rapport, nous présentons les bons et les méchants du bloc des 25 pays de l'UE. Nous demandons : Leur action collective est-elle suffisante pour que l'UE saisisse l'opportunité de rejeter la pauvreté dans les oubliettes de l'histoire ?

L'UE doit agir positivement sur trois problématiques clé: améliorer la quantité et la qualité de l'aide internationale, alléger le fardeau de la dette et contribuer à rendre les règles du commerce mondiale plus équitables et justes.

Sur l'aide au développement, l'UE pourrait jouer un rôle pivot en aidant à la réalisation des augmentations nécessaires pour atteindre les OMD pour 2015. Dans le passé, les engagements de l'UE ont joué un rôle de catalyseur pour stimuler l'action des autres principaux donateurs comme les Etats-Unis. L'UE devrait atteindre un niveau moyen de 0,7 pour cent du PNB alloué à l'aide au développement d'ici 2010. Malheureusement, l'UE détient un record mitigé. Les pays riches ont tous accepté, en 1970, d'atteindre cet objectif de 0,7 pour cent au plus tard pour 1980. Vingt-cinq ans après cette date, seuls cinq d'entre eux l'ont effectivement atteint. Quatre sont membres de l'UE, le Luxembourg et la Suède reçoivent une médaille d'or pour leurs efforts. Il en va de même pour les Pays-Bas, qui consacrent plus de 0,8 pour cent de leur PNB – mais leur médaille d'or est en péril depuis qu'ils sont favorables à modifier leurs règles afin de comptabiliser certaines dépenses liées à la sécurité comme de l'aide au développement. Le Danemark est aussi un champion en la matière puisqu'il octroie le plus haut pour cent de PNB à l'aide au développement de l'UE. Cependant, de 2001 à 2004 l'aide danoise en proportion du PNB est tombée de 1,03 pour cent à 0,84 pour cent, et le Danemark pourrait très rapidement se retrouver exclu du quatuor de tête. Les 21 autres pays membres de l'UE sont encore loin de concrétiser leurs promesses, c'est inexcusable. L'Italie est une des nations les plus riches au monde, pourtant sa contribution (0,17 pour cent du PNB) reste misérable. Un record à peine louable pour un membre du G8. Le Chancelier Gerhard Schroeder, lors du Forum Economique Mondial 2005 à Davos, a promis que l'Allemagne atteindra l'objectif de 0,7 pour cent à « moyen terme ». Selon la tendance actuelle, l'Allemagne n'atteindra pas les 0,7 pour cent avant 2087, ce qui est un moyen terme assez ...long. Si le gouvernement allemand envisage sérieusement de se créer un rôle plus grand à l'échelle mondiale, ou de s'assurer d'une place permanente au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, il doit dès maintenant mettre en place un calendrier ambitieux et contraignant en vue d'atteindre ces 0,7 pour cent. L'Irlande reçoit un bonnet d'âne pour avoir abandonné ses plans d'atteindre l'objectif 0,7% en 2007, un changement de politique qui illustre la fragilité de ce type de promesses. Compter sur les niveaux moyens d'aide de l'UE est décevant dans le sens que certains des états membres ont des très faibles performances. De manière contrastée, la République Tchèque a augmenté sa contribution à l'aide de 300% entre 2000 et 2003, alors que la Grèce et le Portugal continuent de contribuer à raison de 0,2% de leur PNB.

Il existe un certain soutien parmi les membres pour les Facilités internationales de financement qui utiliseraient les promesses d'aide comme nantissement pour publier des obligations sur les marchés internationaux afin de dégager de l'argent qui pourrait être dépensé maintenant. Il y a des éléments positifs dans les IFF et la Grande-Bretagne, l'Italie, la France et maintenant l'Allemagne soutiennent la proposition. Cependant, les IFF ne devraient en aucun cas se substituer à la mise en place par les pays membres d'un agenda contraignant en vue d'atteindre l'objectif des 0,7% aussi vite que possible. De plus, tous les pays soutenant les IFF doivent garantir publiquement que les remboursements des IFF ne seront pas ponctionnés sur les budgets d'aide existant. Des mécanismes innovateurs de financement à long terme, comme une taxe sur les transactions financières et le transport aérien soutenus par les gouvernements français ou espagnol, devraient être soutenus, mais, une fois de plus, ne devraient pas être vues comme un substitut pour atteindre 0,7%, et s'arrêter là !

Sur la question de la dette, la majorité des états membres se sont engagés à annuler les dettes bilatérales des pays les plus pauvres de la planète. Les données italiennes montrent à quel point certains états membres peuvent être lents à tenir leur promesses. En 2000, l'Italie a promis d'annuler 4 milliards d'euro. Trois ans plus tard, seule la moitié de ce montant a réellement été annulée. Les Etats membres savent, cependant, que les dettes multilatérales aussi doivent être annulées vu que la majorité des pays pauvres doivent rembourser la plupart de leurs dettes à des institutions

internationales comme la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Ce type de dette n'est pas systématiquement annulée et même lorsque des annulations limitées sont accordées, les pays doivent souvent mettre en place de pénibles réformes économiques pour un gain très faible. L'Irlande reçoit une mention spéciale pour avoir le premier état membre à appuyer l'annulation complète des dettes multilatérales, et la Grande-Bretagne, qui a constamment fait avancer le débat sur l'allègement de la dette dans les forums internationaux, a récemment annoncé des propositions favorables à un allègement plus profond et plus large de la dette pour initialement 21 pays et 65 à l'avenir. Ces efforts sont les bienvenus, bien qu'ils pourraient aller plus loin, par exemple en remettant en cause les conditionnalités imposées par la Banque Mondiale et le FMI et en fournissant de l'argent frais plutôt que de diversifier les ressources des budgets d'aide existant. De nombreux autres pays membres, dont les Pays-Bas et la France, restent opposés à une politique d'annulation à 100% des dettes multilatérales, malgré le fait que les preuves abondent pour montrer que cette mesure est essentielle si les pays pauvres veulent garder l'espoir d'atteindre les ODM d'ici 2015.

Sur la question des règles commerciales injustes, l'UE a la capacité de faire une différence énorme pour les pays pauvres. L'Europe représente 20% du commerce mondial et est le premier importateur et le second plus exportateur de produits agricoles. Mais malgré certains petits pas en avant et certaines tentatives timides accompagnées d'une rhétorique en faveur de réforme, elle a largement échoué dans ses contributions aux initiatives visant ce que le commerce fonctionne aussi pour les pauvres. Son onéreuse et anachronique Politique Agricole commune continue de dévaster les conditions de vie dans les pays en développement, en favorisant le dumping des exportations subventionnées sur les marchés mondiaux et en bloquant les importations des pays pauvres.

Sur le commerce, peut-être plus que pour les autres problèmes, les divisions politiques internes continuent d'empêcher tout progrès. La France reste un obstacle majeur à la réforme du commerce agricole, cédant le pouvoir à son lobby agricole et bloquant les réformes les plus basiques et les plus essentielles, dont la fin des subventions à l'exportation des produits agricoles. D'autres grands acteurs, comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne, sont plus enclins à une réforme mais ils n'ont pas fait assez pour plaider cette cause au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et autre part. Les Pays-Bas et les pays nordiques disposent des politiques les plus progressives en la matière et doivent utiliser leur influence collective pour amener des progrès dans cette matière vitale.¹

¹En préparant ce rapport, nous avons été très surpris de constater que les pays de l'UE ne publient pas tous des informations sur leur politique et leur performance en matière d'aide, de dette, de commerce et de dépenses agricoles dans un format qui faciliterait la comparaison entre les pays. En effet, certaines informations essentielles ne sont même pas publiées du tout. Souvent, même les sources qui font le plus autorité (la Commission d'Assistance au Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique -OCDE) ont reçu et publié différentes statistiques relatives à la même activité au cours de la même année. Nous n'avons donc pu développer qu'une image partielle de la manière dont les pays de l'UE utilisent l'argent public pour favoriser le développement des pays les plus pauvres du monde.

Manifeste pour un changement

En 2005, l'UE peut faire une grande différence en faveur des pays les plus pauvres du monde, si ces ressources combinées et sa volonté politique sont dirigées de manière cohérente sur la voie de l'éradication de la pauvreté. L'UE ne devrait pas donner d'une main et reprendre de l'autre. Toutes les politiques de l'UE doivent soutenir l'objectif de renvoyer la pauvreté dans l'histoire et celles qui ne le font pas, comme la maintenance des subvention à l'exportation, doivent être changées.

L'UE devrait également publier des données ponctuelles et comparables pour démontrer comment elle tient ses engagements, améliore la quantité et la qualité de son aide internationale; soulage le fardeau de la dette; et rend les règles du commerce mondial plus équitables.

Plus d'aide et une meilleure aide

L'UE doit suivre les étapes suivantes:

- Parvenir à ce niveau moyen de 0,7% du PNB alloué à l'aide au développement d'ici 2010. Cela permettrait 5 années d'accroissement des flux de l'aide afin d'atteindre les ODM et, si possible, les surpasser. Tous les états membres devraient adopter des calendriers afin d'atteindre l'objectif des 0,7% et l'Italie, l'Autriche, la Grèce, le Portugal et l'Espagne devrait augmenter leurs niveaux d'aide, lamentablement bas. Les nouveaux états membres devraient publier des propositions pour augmenter fermement leurs niveaux d'aide bilatérale pour les dix prochaines années, dans le contexte de l'augmentation de leur croissance économique suite à leur accession à l'UE.
- Donner la priorité aux pays à faibles revenus et allouer au moins 20% de l'aide à l'amélioration de l'éducation, des soins de santé, de l'approvisionnement en eau et à l'hygiène. Il ne doit pas y avoir d'obligation d'acheter des biens et des services en provenance des pays donateurs (également appelée "aide liée"). L'aide devrait avoir pour objectif la construction des capacités économiques des pays en développement.

Annuler le fardeau de la dette

L'UE doit adopter les mesures suivantes:

- Faire preuve de leadership moral et politique dans les négociations internationales sur la dette, en utilisant son pouvoir significatif au sein des institutions financières internationales qui en contrôlent actuellement les rouages.
- Annuler 100% de la dette des pays les plus pauvres pour qui l'aide est nécessaire pour atteindre les ODM.
- S'assurer que le financement pour le soulagement de la dette est additionnel, et non ponctionné sur, les financements requis pour atteindre l'objectif des 0,7%. Les pays de l'UE ne devraient pas inclure les chiffres de l'allègement de la dette lors du calculs et des rapports sur leurs niveau d'aide publique au développement.
- S'assurer que des subventions suffisantes sont mises à disposition des pays pauvres pour leur éviter d'être affectés par des dettes dans le futur.
- Annuler la dette des pays pauvres sans leur imposer des conditions économique-politiques telles que les privatisations et libéralisations. La vente des réserves d'or du FMI représente une option effective et viable pour le financement de cette

annulation, et l'UE devrait soutenir énergiquement cette manière de faire dans tous les forums internationaux.

- Soutenir la création d'un processus d'arbitrage de dette équitable et transparent tant pour les dettes privée et publique. Cela permettra tant aux créanciers qu'aux nations endettées de résoudre les crises sans compromettre la capacité des pays pauvres de répondre aux besoins de base de leurs populations et déterminera quelles dettes sont odieuses et ne devraient pas être remboursées.

Faire en sorte que le commerce marche aussi pour les pauvres

L'UE devrait prendre les mesures suivantes:

- Donner la chance au pauvres agriculteurs de sortir de la pauvreté en éliminant immédiatement, toutes les subventions aux exportations qui réduisent de manière significative les subsides "générateurs de distortions commerciales", appuyer le droit des pays en développement de protéger leurs secteurs agricoles sensibles et s'assurer que les concessions d'accès au marché sont en faveur des pauvres.
- Arrêter de poursuivre des Accords de Partenariat Économique (APE) avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui sont potentiellement destructeurs sous leur forme actuelle, modifier le mandat de négociation de ces accords en vue de retirer les demandes de libéralisation réciproques et les matières dites de Singapour (politique de concurrence, investissement, ...) et immédiatement examiner toutes les alternatives possibles à ces Accords, basé sur le principe de non-réciprocité et d'un traitement spécial et différencié.
- Soutenir ouvertement les pays en développement qui essaient d'utiliser les opportunités qui leur sont disponibles pour réduire le prix des médicaments génériques et œuvrer au retrait de toutes les restrictions à la production de substituts génériques.
- S'abstenir de recourir aux mesures protectionnistes pour entraver les importations de textile ou d'habits des pays en voie de développement et réformer instamment ses règles d'origine pour les pays les plus indigents.
- Démocratiser l'OMC afin d'y assurer une plus grande transparence et un meilleur accès aux pays en développement et aux observateurs.

© ActionAid International, Eurodad, et Oxfam International Février 2005

Ce rapport a été écrit par Louise Hilditch d'ActionAid, Jo Leadbeater d'Oxfam et Gail Hurley d'Eurodad (section dette). Nous tenons à remercier pour leur aide toutes celles et ceux ont contribué à sa production. Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagnes, éducatives ou de recherche sous réserve d'en mentionner la source dans son intégralité.

Pour toute information, veuillez contacter les auteurs:
louiseh@actionaid.org
ghurley@eurodad.org
jleadbeater@oxfam.org.uk



ActionAid International est un partenariat unique de personnes qui luttent pour un monde meilleur, un monde sans pauvreté.



EURODAD
European Network on
Debt and Development

EURODAD (European Network on Debt and Development) est un réseau de 48 organisations non-gouvernementales actives dans 15 pays d'Europe qui travaillent sur des problématiques comme la dette, les finances, les politiques de réduction de la pauvreté et de renforcement.



Oxfam International est une confédération de 12 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice: Oxfam Amérique, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Community Aid Abroad (Australie), Oxfam Allemagne, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande et Oxfam Québec.